

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

disensions irréparables—5943 ; il n'y a aucune disposition d'imposer à Ontario un dimanche qui ne lui convient pas—5944 ; regretterait de voir le nom du premier ministre sur une loi qui est la négation de toute liberté—5944 ; on peut donner une preuve sincère de son admiration, en refusant de se rendre au désir du plus grand des hommes—5944 ; comprend son devoir envers son chef en lui disant nettement sa pensée s'il le voit circonvenu par des influences contraires au bien public—5944 ; le Gouvernement ne peut pas se décharger de sa responsabilité en invoquant le nom de Mgr Sbarretti, pas plus que celui de M. Shearer—5945 ; en rejetant l'amendement Rivet c'est forcer les partisans libéraux à renier les principes du libéralisme—4945 ; consentirait à laisser entraver sa liberté si elle empiétait sur celle des autres—5945 ; mais impossible d'imposer une conception commune de certaines questions—5945 ; vous manquez au devoir, si, confiants dans le prestige d'un chef, vous laissez à vos successeurs politiques un héritage de discorde—5946 ; vous allez à l'encontre de tout principe libéral en repoussant un amendement qui laisse à chacun sa liberté d'action—5946 ; personne n'a prouvé que ceci soit contre le principe du bill—5946.

M. T. Martin—Le "Lord's Day Alliance" a 618 succursales et compte 100,000 chrétiens—5947 ; c'est à leur demande que le Gouvernement a eu le courage de présenter cet admirable projet de loi—5948 ; l'Alliance a fait beaucoup de chemin pour se concilier ceux qui ne partagent pas ses vues—5948 ; donne lecture d'un amendement sur les jeux qu'il aurait proposé, mais qu'il ne proposera pas—5948 ; l'article soumis supprime du dimanche seulement l'idée de lucre—5949.

M. Pringle—Grande sympathie pour le Gouvernement dans sa difficulté avec ses partisans—5950 ; le trésorier du parc Grimsby demande l'exception au nom de la Conférence de Guelph—5950 ; le comité a fait de son mieux et n'a pas voulu faire d'exceptions—5951.

M. Guthrie—La loi n'est pas une loi de sainteté, elle n'introduit aucune pratique pieuse—5951 ; le Canada est un pays chrétien et ce titre lui impose le repos du septième jour, aussi défend-il de travailler ce jour-là—5952 ; le bill est le résultat d'un compromis que tous les gens bien pensant devraient accepter—5952.

M. A. Laverge—Ce bill n'est pas chrétien—5952 ; il s'applique aux pauvres gens sans déranger les riches—5952 ; les riches pourront se livrer à tous leurs plaisirs et les pauvres seront privés de tout—5952 ; il n'y a de sacrifice à demander à personne—5952 ; que ceux qui ne veulent pas s'amuser ne s'amusent pas—5953 ; on respecte bien les croyances des Juifs qui veulent travailler le dimanche—5953.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Barr—Reconnait la pureté d'intentions du comité—5953 ; il n'a pas fait de distinction entre riche et pauvre—5953.

M. Mackenzie—L'attitude du premier ministre est la seule logique, sans quoi impossible passer loi fédérale—5954.

Amendements Rivet et Taylor rejetés—5954. Art. 6—Défendant excursions—5954.

M. Conmee—Demande que l'article soit réservé—5954 ; à quoi bon laisser aller aux parcs si on défend les voyages à prix réduits ?—5954.

Hon. Aylesworth—Le bill défend seulement les excursions en groupe, pas les trains à prix réduit—5955.

M. Pringle—Le comité avait mis "excursions organisées"—5956.

M. Aylesworth—Le mot "organisées" a été enlevé pour éviter toute discussion si après le départ, les excursionnistes se séparaient et prétendaient ne pas tomber sous le coup de la loi—5956.

M. Bergeron—Cette loi profitera aux avocats—5956 ; demande si les bateaux de l'Île Sainte-Hélène et les trains de banlieue seront interdits—5956.

Hon. Aylesworth—Non—5957.

M. Pringle—Explique comment le mot "excursions organisées" avait été mis à la demande de M. Shearer—5958.

M. German—Cite l'article de la loi d'Ontario—5958.

M. R. L. Borden—Permettre les trains spéciaux du dimanche, c'est ouvrir la porte à tous les abus des excursions—5958.

M. Bourassa—Si le Gouvernement avait songé à mettre un terme à des scandales, il aurait dû interdire la vente des boissons enivrantes sur les trains et les bateaux—5959 ; la loi provinciale ne les atteint pas—5960.

Hon. Paterson—C'est un empiètement sur la liberté individuelle comme ceux déjà dénoncés—5960.

Sir W. Laurier—Le meilleur moyen de réglementer les excursions est de les supprimer—5962 ; jusqu'à présent, pas de plainte de tapage sur les bateaux du Saint-Laurent—5962.

Art. 7 réservé—5962.

Discussion reprise—6420.

Art. 9—Tir à la cible défendu quand il dérange le culte public, amendé par l'hon. M. Aylesworth—6420.

M. Beauparlant—Discute phraséologie—6421 ; la clause interdit de fait la chasse—6421 ; propose d'amender pour défendre de tirer sur objet inanimé—6422.

Hon. Aylesworth—Accepte, le seul objet est de défendre tir à la cible—6422.

M. A. Laverge—On permet de tirer sur certaines choses, mais pas de faire le même bruit sur des cibles, c'est absurde—6422 ; propose radiation art. 9—6422.

Amendement Beauparlant accepté—6422.

M. R. L. Borden—Demande en vertu de quel principe le tir à la cible est défendu et la chasse permise—6423.